

selon que le bien-être mondial, l'obtention des produits au moindre coût, l'augmentation du niveau d'emploi au Canada ou l'équilibre de la balance des paiements servira de point de référence. Une politique qui viserait à obtenir une transformation plus poussée des matières premières au Canada apparaîtra donc comme plus ou moins efficace selon l'objectif que l'on cherche à atteindre. En revanche, elle risque de bouleverser l'organisation des firmes étrangères au Canada et provoquera certes des réactions défavorables (ce qui ne signifie pas que l'on doive y renoncer pour autant).

Enfin, une politique industrielle pourrait tenter d'atteindre, de réaliser certains objectifs sociaux sur lesquels nous passerons très rapidement. Nous avons déjà parlé de la recherche d'une amélioration de la qualité de la vie et du milieu. On peut rechercher aussi l'amélioration des conditions de la vie urbaine ce qui pose, en particulier, le problème de la localisation des activités industrielles, de l'organisation des heures de travail (problème de la congestion aux heures de pointe, etc.). Le caractère de multinationalité des firmes n'a pas une très grande importance pour la poursuite de ces deux objectifs. Il n'en est pas nécessairement de même si l'on cherche en revanche à rendre les gens plus satisfaits de leur travail ou à leur apporter des stimulants, car tout au moins pour quelques types d'emplois (cadres, gestionnaires et administrateurs, chercheurs, etc.), la présence au Canada de filiales ou succursales "tronquées", pour reprendre encore une fois l'expression des auteurs du rapport Gray, en réduira beaucoup le nombre, l'attrait et la portée.

Ainsi donc l'adoption d'une politique industrielle oblige à des choix difficiles. Sous certains aspects, il n'y a pas de raison pour que les entreprises multinationales au Canada ne puissent pas contribuer à la poursuite des objectifs déterminés si l'on sait les utiliser. Mais il ne faudrait pas non